

LA NOUVELLE ALCHIMIE DES INSÉCURITÉS AU MASHREK

Contribution à la table ronde « Sécurité et gestion des tensions et conflits » du séminaire « Printemps arabes » de l'Institut d'Études Européennes, Université Saint Louis, Bruxelles, 29 janvier 2013.

Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE

Compte tenu du caractère un peu particulier de mon parcours et de mon passé professionnel, la vision que je peux avoir des problématiques de sécurité est sans doute un peu spécialisée. Je n'ai donc pas l'intention de dire mal ce que mes voisins de table - universitaires ou chercheurs - diront très bien tout à l'heure. Et je tenterai de me borner à une approche « service de renseignement » du phénomène.

J'ai en effet effectué toute ma carrière au sein des services spéciaux français et l'ai terminée en tant que chef du service de renseignement de sécurité. Le service de renseignement de sécurité est celui qui est chargé à l'extérieur des frontières nationales du recueil du renseignement et de la mise en œuvre des mesures actives en matière de contre criminalité organisée, de contre espionnage, de contre prolifération des armes de destruction massive et de contre terrorisme.

Il s'agit donc principalement de menaces stratégiques non militaires. Ce sont celles auxquelles nous sommes aujourd'hui collectivement confrontés. Je ne m'étendrai pas sur les problèmes posés par l'espionnage et la prolifération qui sont assez techniques et relèvent de l'action des services spécialisés. Ils touchent assez peu directement le grand public, même si leurs effets peuvent s'avérer à terme désastreux pour nos sociétés. Celles-ci sont d'abord sensibles aux violences immédiates et directes résultant de la violence politique, du terrorisme et de la criminalité transnationale. Depuis l'effondrement du bloc de l'est, la perspective du règlement des contentieux internationaux par l'utilisation en rase campagne des grands corps de bataille paraît assez durablement écartée. L'essentiel des contentieux susceptibles d'évoluer vers la violence organisée n'est plus du domaine de l'idéologie, de conceptions opposées de « l'ordre mondial » ou de la rivalité impériale entre puissances. Il oppose principalement le Nord au Sud, les sociétés nanties aux sociétés appauvries, la culture d'entreprise à la culture de rente.

Dans un tel contexte, les stratégies du faible au faible et du faible au fort prédominent largement sur les stratégies de puissance fondées sur la constitution de grands corps de bataille, la mise en œuvre de moyens lourds et sophistiqués et la course aux armements de la supériorité militaire. Dans la mesure où les acteurs modernes de la violence politique ou de la transgression sociale ne disposent que de moyens faibles ils ne peuvent se développer que dans des refuges ou des sanctuaires inoccupés ou désertés par les puissances d'État traditionnelles et leurs capacités de contrainte. Il peut s'agir des zones grises abandonnées par la puissance publique des États

réputés forts. Il s'agit plus souvent de tout ou partie du territoire d'États faillis, d'États échoués, d'États incapables pour une raison ou une autre d'y exercer leur pouvoir régalien de contrôle.

De ce point de vue, le monde musulman et particulièrement les pays dits du « Printemps arabe » présentent d'inquiétantes dérives. Les pires conjectures qui avaient pu être formulées au premier trimestre 2011¹ se sont réalisées un peu partout. Et tous ces « Printemps » ont débouché sur des situations instables et l'émergence de structures faibles. Même si je comprends que la notion « d'Hiver islamiste » succédant rapidement aux espoirs suscités par les « printemps arabes » est jugée politiquement incorrecte, voire inconvenante dans un certain nombre de chancelleries occidentales et jusque dans certaines institutions communautaires, on ne peut échapper à un constat d'état des lieux préoccupant au regard des problèmes de sécurité collective.

En Tunisie et en Égypte, les partis politiques émanant de l'Association des Frères Musulmans exercent leur mainmise sur le pouvoir au terme de processus électoraux jugés démocratiques par la communauté internationale. Conformément à leurs pratiques héritées de leur charte fondatrice de 1936, ils font exactement le contraire de ce qu'ils disent, imposant le monopole de leur emprise politique là où ils s'étaient engagés à respecter le pluralisme, organisant de façon plus ou moins formelle l'imposition de la *chari'a* au détriment des systèmes juridiques civils en vigueur. Ils se justifient de ces entorses à leurs engagements en invoquant la pression débordante de groupes « salafistes » extrémistes qu'on ne pourrait neutraliser qu'en leur faisant des concessions. L'argument est peu convaincant quand on observe que nombre de leaders de ces groupes salafistes sont issus de la Confrérie, ce qui laisse planer la suspicion quant à la spontanéité de ces surenchères entre tribuns populistes.

À Tunis comme au Caire, les Frères cogèrent la situation avec les armées qui restent - surtout en Égypte - les principaux opérateurs économiques du pays. C'est dans la répartition des tâches entre ces deux pôles que se décideront les évolutions locales. Habiles, grâce aux fonds des pétromonarques, à occuper de façon opportuniste les créneaux sanitaires et sociaux désertés par les pouvoirs dictatoriaux, les Frères le sont moins à gérer des États en difficulté et leur appétit de rente les conduit vers une opposition frontale avec la nomenklatura militaire. Face au désenchantement, voire à la rancœur que suscitent déjà leurs incapacités économiques et leurs dérives politiques, ils devront soit trouver un arrangement avec les responsables militaires sur le modèle turc ou pakistanais, soit s'exposer à un scénario de type algérien ou à la résurgence d'une révolution populaire. Dans tous les cas, c'est à des rééditions de situations dramatiques ouvrant la voie à l'expression des extrémismes de tous bords que l'on peut s'attendre.

En Libye comme au Yémen, la disparition brutale ou négociée des dictateurs a laissé place à des situations chaotiques et incontrôlées dont on mesure déjà les conséquences à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Des pouvoirs politiques en trompe-l'œil y dissimulent mal un contrôle effectif du terrain par des bandes armées aux appétits certains mais aux intérêts divergents qui se réclament toutes du wahhabisme et servent de base arrière au djihadisme.

Les royaumes arabes du Maroc et de Jordanie paraissent, aux yeux des opinions publiques occidentales, relativement épargnés par le désordre. Ils le doivent en partie à la dimension théologique de leurs monarques qui - l'histoire et la légende l'affirment - descendent en droite ligne du Prophète et bénéficient à ce titre d'une certaine légitimité religieuse. Ils le doivent surtout aux importantes concessions qu'ils ont été amenés à faire aux partis politiques islamistes auxquels ils ont bien été contraints de déléguer de vastes espaces de pouvoir avec des résultats aussi peu convaincants qu'en Égypte ou en Tunisie et qui peuvent rapidement évoluer vers la confusion.

¹ J'avais en particulier fait part de mes inquiétudes dans : « Au cœur des services spéciaux. Menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers », entretiens avec Jean Guisnel, Éditions La Découverte, Paris, 09/2011

Reste le cas dramatique de la Syrie dont l'issue demeure incertaine mais dans tous les cas tragique. Sur ce sujet particulier où le passionnel et le compassionnel l'emportent souvent sur l'analyse clinique, je crois devoir faire deux remarques liminaires :

1 - Ce n'est pas parce qu'on se rebelle contre un autocrate qu'on est nécessairement un démocrate. De Lénine à Khomeyni en passant par Castro, les exemples abondent dans l'histoire contemporaine.

2 - Ce n'est pas parce qu'on s'interroge sur les objectifs et les méthodes d'une rébellion contre un dictateur qu'on est partisan du dictateur.

Quelles que soient les responsabilités des uns et des autres dans le drame syrien le fait est qu'aujourd'hui l'opposition politique au régime est totalement hétéroclite et fragmentée. Dispersée à l'étranger, essentiellement en Turquie, en France et au Qatar, elle est marginalisée au profit de la rébellion militaire. Et à l'intérieur de cette rébellion militaire les fondamentalistes sunnites djihadistes - souvent étrangers, soutenus financièrement par les pétromonarchies - ont pris le pas sur les éléments locaux.

Compte tenu des composantes multicommunautaires du pays, c'est vers une longue période de désordres, d'affrontements civils et peut être de partition territoriale qu'on se dirige. Quelle que soit l'issue du conflit, l'étendue des destructions, l'intensité des contentieux civils, les fractures de l'appareil d'État conduisent immanquablement et durablement vers l'établissement de zones grises ou incontrôlées quels que soient les efforts consentis de l'extérieur pour tenter d'y réimplanter un minimum d'ordre et d'administration.

Même si j'ai quelques idées personnelles là-dessus que j'ai longuement exposées dans différents articles, ouvrages et conférences², le problème n'est pas ici et maintenant de savoir si, comme certains intervenants l'ont exposé, les transitions démocratiques dans le monde arabe prendront dix ans ou cent ans. Il n'est pas non plus de savoir si l'islamisme politique est une étape indispensable ou inévitable sur le chemin de la démocratie, ni de savoir s'il y a des islamistes modérés et d'autres qui ne le sont pas, ni de savoir si les premiers qui seraient bons et qu'il faudrait donc soutenir constituent la meilleure garantie contre les seconds qui seraient mauvais.

À la lueur de mon expérience de quarante années au Moyen-Orient et au Maghreb, j'observe toutefois que la sacro-sainte trilogie des « 3M » (Money, Mobility, Market), par laquelle certains responsables de l'Union Européenne pensent pouvoir accélérer et affermir les transitions démocratiques au sud de la Méditerranée, relève de l'illusion et consiste à mettre la charrue avant les bœufs. On réunira sans peine un consensus autour des transferts d'aides et de fonds. Mais abandonner une tutelle étroite sur la jeunesse et se rallier à des systèmes d'économie libéralisée va totalement à l'encontre des principes islamistes fondés sur l'autorité patriarcale et le mercantilisme protégé.

De toute évidence, il n'existe pas de solution univoque, rapide et infaillible aux déstabilisations induites par les révoltes dans le monde arabe. Pour ce qui nous préoccupe aujourd'hui le problème est de savoir si ces bouleversements en cours depuis deux ans contribuent ou non à l'émergence de nouvelles menaces stratégiques ainsi qu'à l'enracinement ou au renforcement de menaces déjà existantes.

En ce qui concerne le terrorisme et la violence politique la réponse doit être nuancée. Le terrorisme djihadiste international - calqué sur le modèle « historique » d'al-Qaïda - est, au moins provisoirement, en phase d'étiage. Les concepteurs du terrorisme djihadiste ne sont pas

² - « Du printemps arabe à l'hiver islamiste » in « *La face cachée des révoltes arabes* », ouvrage collectif sous la direction de Éric Dénécé, Éditions Ellipses, Paris, 12/2012

- « Révoltes arabes : l'envers du décor » in « *Outre-Terre* », n° 29, Revue de l'Académie européenne de géopolitique, ouvrage collectif sous la direction du Pr. Michel Korinman, Paris, 10/2011.

des fous de Dieu. Ils mettent en œuvre les stratégies de rupture des Frères Musulmans théorisées dans les années 50 par Sayyid Qutb. L'idée était de rendre le monde musulman haineux vis-à-vis de l'Occident et haïssable par les Occidentaux, de façon à pouvoir y prendre le pouvoir et les rentes qui lui sont associées sans intervention extérieure. C'était le sens de l'activité violente dans la période 1990-2010 du Cheikh Omar Abderrahmane aux États-Unis, du groupe Ben Laden-Ayman Zawahiri et plus généralement dans le monde entier de l'ensemble des « Jamaa Islamiyyah » (les groupes islamiques) qui sont de fait le bras armé du « Tanzim Sirri », l'organisation secrète de l'association des Frères Musulmans dont sont issus une grande partie des salafistes violents contemporains.

Mais à partir du moment où les Occidentaux eux-mêmes servent le pouvoir aux Frères sur un plateau et envisagent partout de leur confier l'encadrement des sociétés musulmanes, ils n'ont aucun intérêt à jouer la carte de la violence politique contre l'Occident. Le problème se reposera certainement quand leur gestion prédatrice et leurs erreurs politiques susciteront la contestation de leur hégémonie et l'inquiétude des Occidentaux. En attendant, c'est essentiellement les violences politiques locales et leurs éventuelles extensions internationales qui sont à redouter.

Pour finaliser leur conquête du pouvoir ou l'asseoir solidement, les salafistes s'attacheront à éliminer - au besoin physiquement - toute forme d'opposition, de contestation éventuelle, d'hétérogénéité religieuse, ethnique ou culturelle. C'est le sens de l'action des Frères depuis près de 30 ans au Soudan, des milices djihadistes en Irak ou en Syrie, au Yémen ou en Libye et plus récemment au Mali. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire l'assassinat en Tunisie des leaders laïcisants de la société civile de ce pays. Dans une telle configuration, le reste du monde - et en particulier l'Occident - n'est menacé que dans la mesure où il intervient dans le jeu et sur le terrain comme la France le fait en ce moment au Sahel.

En marge des phénomènes de violence politique et de façon moins immédiatement perceptible mais tout aussi préoccupante, le délitement de nombreux États d'Asie occidentale laisse le champ libre aux trafics ainsi qu'aux acteurs et aux circuits de l'économie délinquante. L'arc de crise du Mashrek, qui épouse grosso modo les limites d'un « croissant fertile » qui s'étend en demi cercle du Chatt al-Arab au sud de l'Irak jusqu'au golfe d'Akaba en passant par la Mésopotamie, le nord et l'ouest de la Syrie, le Liban et l'ensemble jordano-palestinien est devenu la zone du monde où se trouve concentrée la plus importante quantité d'armes légères et semi-lourdes détenues par des particuliers sans aucun contrôle d'État. Le nombre de ces armes est évalué à plusieurs centaines de milliers et le terme « léger » pour les qualifier est d'ailleurs inapproprié puisque cet arsenal va des simples armes de poing jusqu'aux canons sans recul, canons monotubes ou bitubes anti-aériens, mortiers, lance-missiles et lance-roquettes de tous calibres en passant par toute la gamme des fusils d'assaut, fusils de précision, fusils-mitrailleurs et mitrailleuses lourdes de calibre 500 (12,7mm) et 800 (20mm), sans préjudice des matériels « consommables », munitions de tous calibres, grenades et mines antipersonnelles.

Toutes ces armes sont actuellement utilisées par les différentes factions rebelles ou loyalistes qui se disputent le contrôle du terrain en Irak, en Syrie et au Liban, mais il est clair que toute tentative réussie de stabilisation et de reconstruction durable d'autorités étatiques dans la région posera le problème de leur récupération et de leur recyclage. L'expérience acquise au cours de différents conflits civils au Liban, dans la Corne de l'Afrique, dans les Balkans, en Afghanistan prouve que c'est une entreprise difficile à mettre en œuvre et peu couronnée de succès sauf à rétablir un appareil d'État extrêmement autoritaire pratiquant des formes de contrôle inquisitrices et invasives. D'une manière générale, à l'issue définitive ou provisoire de ce genre de conflit, les organisations ou individus armés n'acceptent de restituer à titre symbolique que des armes endommagées ou inutilisables, conservant par devers eux leur potentiel utile soit dans la perspective toujours possible d'une reprise du conflit, soit dans la perspective de se constituer un capital négociable mis à la vente dans les circuits de trafiquants pour alimenter d'autres conflits ou dans les circuits mafieux qui fournissent les réseaux du grand

banditisme dans les pays européens de l'ouest et de l'est. De ce dernier point de vue, la dernière boutade à la mode dans les milieux de la lutte anticriminalité affirmant que « ceux qui ont aimé les Balkans vont adorer la Syrie » n'est pas faite pour rassurer quand on sait que la plupart des fusils d'assaut et lance-roquettes utilisés ces dernières années dans des opérations criminelles en Europe communautaire provenaient de différents pays de l'ex-Yougoslavie.

La culture et la commercialisation des stupéfiants constituent dans la zone un autre sujet de préoccupation à plus long terme. La vallée de la Békaa au Liban est déjà connue pour son abondante production de haschich et de pavot. En Syrie, la région du Gharb (vallée irriguée de l'Oronte), la région centrale du pays située entre Homs et Hama, et, à l'est, la vallée de l'Euphrate (Djézireh qui se prolonge en Irak), constituent des terrains tout aussi favorables à la culture des stupéfiants. Elles ont été jusqu'ici assez peu utilisées à cette fin, les pouvoirs en place y voyant des sources d'ennuis potentiels importantes et ne consentant à fermer les yeux que sur quelques activités marginales profitant à des éléments très proches du régime et assez facilement identifiables et « traçables ».

Là encore il est évident que la désagrégation des pouvoirs d'État jointe aux importantes destructions du tissu économique et des échanges ne pourra que stimuler de façon spectaculaire les cultures illicites dont les plus values et retours sur investissements sont sans commune mesure avec les cultures vivrières actuellement pratiquées par les agriculteurs de la région. Le risque est d'autant plus grand que les circuits d'exportation et de commercialisation existent déjà à l'échelle mondiale à travers les réseaux commerçants distribuant la production afghane et ceux déjà établis et souvent opaques de grandes familles de « cités trafiquantes » syriennes comme Salamiyyeh (région de Homs) ou Soukhne (région de Palmyre) dont les extensions sont représentées en Europe et dans l'ensemble nord et sud du continent américain. L'entreprise sera d'autant facilitée que le Levant n'est pas, comme l'Afghanistan, enclavé, entouré de puissances hostiles et à l'écart des routes traditionnelles du commerce. Il dispose de débouchés aériens, terrestres et maritimes très empruntés et il est déjà un point nodal très actif et incontournable d'échanges entre l'ensemble du continent européen et ses fournisseurs et clients de la péninsule arabique.

Enfin, le Levant demeure historiquement le « bout de la route » de toutes les migrations asiatiques par voie terrestre vers l'ouest. Pour aller au-delà de cette limite matérialisée par la Méditerranée et les cols de la chaîne montagneuse du Taurus afin de rallier l'Europe ou les Amériques, il faut effectuer un passage maritime au départ des ports libanais ou syriens ou entreprendre au départ de la passe de Bab el-Hawa (au nord-ouest d'Alep) une traversée longue et risquée de la presque totalité du territoire turc.

C'est ainsi qu'à partir des années 80, toute la côte orientale de la Méditerranée, de Beyrouth jusqu'à Iskenderun en passant par Lattaquieh, a vu se développer des réseaux criminels d'organisation et d'exploitation de migrations clandestines des réfugiés de la violence ou de la misère de tout le sud-ouest asiatique : Afghans, Pakistanais, Sri-Lankais, Tamouls, Béloutches, Kurdes, etc. En ce qui concerne la France, cette situation a culminé en février 2001 avec l'accostage en baie de Fréjus du cargo East Sea transportant dans des conditions innommables 900 migrants irréguliers kurdes rançonnés par des passeurs de la zone turco-syrienne.

Le phénomène a pu être en partie jugulé par concertation entre les différents services de sécurité européens, les autorités turques et les services de police et d'immigration syriens. L'effondrement du système sécuritaire syrien, l'éventuelle partition du pays en entités appauvries et rivales, l'instauration qui semble devoir être durable de zones de non droit livrées au pillage et aux destructions par des bandes armées évoluant - comme au Sahel - aux limites incertaines de l'extrémisme politico-religieux et du grand banditisme, aura nécessairement comme conséquence une résurgence des problèmes de migrations clandestines et de trafic des êtres humains.

Les professionnels institutionnels de la sécurité et du renseignement n'ont aucune légitimité à suggérer des orientations politiques, à porter des jugements sur les choix de gouvernance et encore moins à en définir les principes. Leur devoir et leur raison d'être est de tenter d'apporter aux décideurs légitimes les clefs nécessaires pour « voir loin », comprendre et anticiper les menaces, prévoir les effets pervers à long terme de situations apparemment satisfaisantes à court terme, contribuer de façon aussi pertinente que possible à des choix et des décisions dont les options sécuritaires ne sont que l'un des nombreux paramètres. On peut ne pas suivre leurs avis mais il serait dangereux de ne pas les entendre.

Les professionnels de la sécurité ne sont jamais optimistes. Leur vocation n'est pas de décrire le cheminement des longs fleuves tranquilles mais les soubresauts des torrents aux caprices tumultueux et potentiellement dévastateurs. C'est sous cette seconde forme qu'apparaissent aujourd'hui les « Printemps arabes » au Mashrek. S'ils ont permis de laisser s'exprimer des exaspérations légitimes, ils n'ont à ce jour accouché d'aucun progrès politique ou humain et sont au contraire lourds de contradictions, de dénis de liberté, de détournements de démocratie, de mépris des destins individuels. Je ne pense pas que Georges Estievenart en donne une vision beaucoup plus optimiste au Maghreb et sur ses bordures sahéliennes. La situation actuelle au Mali en concentre toutes les contradictions. Ces constats peu encourageants ne doivent pas dissuader la communauté internationale - et particulièrement les instances européennes - d'agir. Mon seul souhait est qu'elles le fassent en toute connaissance de cause.